

Jacques Rupnik attire ici notre attention sur l'intensité des différences de conception de l'Europe entre l'Est et l'Ouest de l'Union et sur la nécessité vitale de dépasser les oppositions qu'elles induisent.

# Diversité des représentations de l'Union européenne au sein des pays-membres

Jacques Rupnik<sup>1</sup>

La convergence sur une période de vingt ans, entre l'Est et l'Ouest de l'Union européenne, des économies et des systèmes politiques a été spectaculaire mais sont une tout autre affaire les évolutions sociétales, les changements de mentalité, la confrontation avec la diversité ou la coexistence avec d'autres cultures. Dans le contexte de la question migratoire, beaucoup, en Europe occidentale, (re) découvrent aujourd'hui l'altérité des pays d'Europe centrale et orientale. Les images et les récits sont en train d'être remodelés et réinventés.

## UN RENVERSEMENT SPECTACULAIRE

Il y a vingt ans, l'image de la Hongrie était celle de l'État le plus libéral, le plus ouvert et le plus pro-européen des pays sortis du giron soviétique. Pendant ce temps, la Serbie incarnait le paradigme balkanique d'une société fermée, obsédée par la redéfinition (même avec violence) de

son identité nationale et de son territoire. La crise des migrants a quelque peu inversé les rôles des Balkans et de l'Europe centrale. Sans doute l'évolution la plus spectaculaire, la plus discutée mais aussi la plus admirée a-t-elle été la réinvention de son identité et de son image par l'Allemagne au travers de l'accueil audacieux d'un million d'immigrants. L'Autriche l'a rejointe (pendant quelques semaines au moins) dans un « Anschluss humanitaire » hautement symbolique : soixante-dix ans après que des trains ont envoyé des déportés depuis ces deux pays vers les camps de la mort d'Europe centrale, à l'été 2015 y arrivaient des trains de réfugiés du Moyen-Orient...

## DES CONCEPTIONS ANTITHÉTIQUES DE L'EUROPE

Angela Merkel fait appel au devoir d'offrir un asile et de faire preuve de solidarité au nom de l'humanisme européen alors que Viktor Orbán

<sup>1</sup> Voir l'autre article de Jacques Rupnik p. 26.

réplique qu'en construisant une clôture « il protège la civilisation européenne ». Deux versions strictement opposées de ce que représente l'Europe. La première, conforme aux principes de l'Union Européenne (UE), est fondée sur des normes et des règles communes. La politique d'asile, pour ne prendre que cet aspect, n'est pas une option mais une obligation, conforme aux engagements en matière de droits humains approuvés par les États-membres de l'Union. « La dignité humaine est inaliénable », dit la première phrase de la Constitution allemande (la plupart des Constitutions des États-membres de l'UE comportent des formulations similaires), expression que la Chancelière Merkel interprète comme offrant de facto un droit d'asile illimité. L'abandon récent d'une conception ethnique de la nationalité allemande au profit d'une définition légale et civique au sein d'une société multiculturelle est l'illustration la plus visible de cette interprétation de l'Europe et de ses valeurs. Selon Jürgen Habermas, l'Europe devrait être fondée sur un « patriotisme constitutionnel » ; dans la formulation du sociologue Ulrich Beck, l'Europe repose sur un « vide substantiel et une ouverture radicale ». Ne saurait être acceptée aucune autodéfinition pouvant être interprétée comme excluant les autres – pas seulement ceux de l'extérieur de l'Europe mais aussi « les autres de l'intérieur ».

Cette quête germano-occidentale de neutralité de l'UE en tant que « pouvoir normatif » est manifestement en opposition avec l'état d'esprit actuel de l'Europe centrale. Ses citoyens ont leur propre récit historique et une représentation de l'Europe

– ils sont en train de le découvrir – totalement différente de celle qui prévaut à l'Ouest. Pour quelles raisons ? Leurs nations, longtemps non dotées de structures étatiques, étaient, selon le schéma germanique, essentiellement définies par une langue, une culture et, souvent, par une dénomination religieuse. À présent ils ont transposé cette approche à l'échelle européenne. Ils se considèrent, historiquement et géographiquement, comme des protecteurs, un rempart contre les menaces extérieures. Comme ce fut le cas contre les Ottomans lorsque ceux-ci s'emparèrent de Budapest au xv<sup>e</sup> siècle mais furent arrêtés aux portes de Vienne par l'armée du Prince Sobieski en 1683. Ou encore comme dans l'après-Seconde Guerre mondiale, quand ils offrirent une résistance culturelle et spirituelle au totalitarisme soviétique. Et pendant que l'Ouest considérait l'Europe comme un « Marché commun », ils mettaient eux l'accent sur leur appartenance à la culture occidentale et à la civilisation européenne. Ce récit au sujet du « kidnapping » de l'Ouest (l'expression est de Milan Kundera), développé dans les années 80 par des écrivains et par des intellectuels dissidents ou exilés, triompha en 1989. Pendant un moment, alors que les intellectuels dissidents étaient propulsés au centre de la scène, il y eut l'attente ou l'illusion messianique d'une aide de l'Europe Centrale pour redéfinir l'identité d'une Europe réunifiée. Mais en lieu et place, avec l'éclipse de ces intellectuels et la priorité donnée à l'intégration économique dans le Marché commun européen, ledit récit tomba à l'eau au profit du plus prosaïque processus et du calendrier normatif d'accession à l'UE.

## VALEURS UNIVERSELLES OU CHOC DE CIVILISATIONS ?

Tout au long des années 1980 le discours sur l'Europe a combiné culture/civilisation et droits humains. Aujourd'hui, ces deux composantes semblent être en profonde opposition. L'UE se définit à travers de valeurs universelles et de droits humains, en rejetant toute définition de nature culturaliste. Le mot même de « civilisation européenne » est soit tabou soit utilisé simplement pour s'opposer à la barbarie de la terreur djihadiste. Quand l'Europe centrale prétend résister à « l'invasion musulmane » du Sud pour protéger « la civilisation européenne ou chrétienne », elle redécouvre ou plutôt réactualise un discours sur une identité culturelle européenne qui, pour le courant européen dominant, a des relents de « choc des civilisations ». Ce discours fait néanmoins de plus en plus fortement écho aux exigences de la frange nationaliste, populiste et anti-européenne du spectre politique de l'UE.

## DU CENTRE À LA PÉRIPHÉRIE OU VICE-VERSA ?

Au-delà des récits et des clivages Est-Ouest, la montée du populisme xénophobe est liée à la conjonction de la crise interne de l'UE et de la crise extérieure aux portes de l'Europe. L'UE est en effet confrontée à l'implosion simultanée de ses deux voisinages : à l'Est la guerre hybride en Ukraine et le retour de la question russe longtemps négligée, et au Sud où, après un bref Printemps arabe, est venu un Hiver islamiste avec effondrement étatique et guerres civiles.



PHOTO YELKROKOVADÉ

Ce qui a ouvert la voie à l'expansion de Daech et constitue le fondement de la récente vague de migrations de masse.

Ces développements remodelent le récit européen d'au moins deux façons. Jusqu'à présent les Européens partageaient des postulats postérieurs à 1989 sur l'extension de l'ordre libéral du centre à sa périphérie. L'élargissement de l'UE à l'Est a été la démonstration de son « pouvoir souple de transformation » et, grâce à lui, de la logique de l'extension des normes européennes et de la démocratisation. Cette approche a toutefois clairement atteint ses limites. L'Europe ne fait pas seulement face à des menaces de sécurité ; elle découvre aussi qu'elle ne peut plus compter sur l'attraction de ce pouvoir dans son voisinage. Ce n'est plus un centre qui façonne sa périphérie, mais l'inverse : le chaos à la périphérie a un impact significatif sur la dynamique politique et la cohésion du centre.

La seconde nouvelle tendance est le brouillage de la distinction

*Les bottes de Staline (Memento park, Budapest). Le 23 octobre 1956, la statue de Staline fut renversée et il n'en resta que ses bottes*

Viktor Orbán,  
Premier ministre  
de Hongrie



© EUROPEAN PEOPLE'S PARTY

## PROTÉGER LES FRONTIÈRES : UN IMPÉRATIF CONTRE LA MARÉE POPULISTE

L'Union européenne est la première cible de la réaction populiste car elle offre précisément la possibilité d'un consensus des élites dépassant le clivage droite gauche et, surtout, pour le monde sans frontières associé à la mondialisation, d'une externalisation des emplois et d'une importation de migrants. Pendant des décennies l'UE a défendu la sécurité et la prévisibilité, alliant prospérité et nouvelles libertés. Maintenant elle apparaît, aux yeux d'une partie croissante des citoyens, comme porteuse d'une perte de contrôle, d'une dépossession, et d'une insécurité non seulement dans le sens habituel du terme, mais aussi d'ordre culturel ou civilisationnel. C'est sur la répugnance pour un « monde sans frontières » que prospèrent les politiques populistes et aucune exhortation morale au respect des droits humains et de la « culture de bienvenue » de la part des élites libérales ne peut selon toute vraisemblance contenir la marée. Le projet européen lui-même est à risque.

« Comme nous le savons tous de l'histoire de l'Empire romain, les grands empires tombent si leurs frontières ne sont pas bien protégées », a déclaré le Premier ministre libéral de Hollande, l'un des pays les plus ouverts et les plus tolérants de l'Europe. L'UE pourrait subir le même sort si elle ne reprenait pas le contrôle de ses frontières et n'arrêtait pas l'afflux massif de réfugiés. Nous avons vraiment un impératif de le faire<sup>2</sup>. En d'autres termes, si l'accord de Schengen venait à être aboli, nous aurions

entre l'interne et l'externe, entre la politique intérieure et la politique étrangère. L'Europe est entourée de « mauvais voisinages » au sud de la Méditerranée, qui résonnent maintenant avec de « mauvais voisinages » dans la banlieue de certaines de ses grandes villes. La simultanéité de la vague migratoire et des attaques terroristes récentes a été exploitée par des partis nationalistes et xénophobes en établissant un lien entre elles et en jouant sur les peurs de nos concitoyens. Les débats politiques internes importants sur l'application de la loi, sur l'État-providence ou sur l'éducation sont en général directement liés à la question des migrations. Tout ceci remodèle actuellement la dynamique politique intérieure des États-membres de l'Union et il n'est pas difficile de deviner quel type de forces politiques a de bonnes chances d'en bénéficier. Même l'Allemagne, jusqu'à présent considérée comme une exception, n'est plus à l'abri de la politique empoisonnée du national-populisme.

<sup>2</sup> Mark Rutte, « On the eve of assuming the EU presidency », *Financial Times*, 26 novembre 2015.

l'obligation politique de le remplacer rapidement par un « Schengen 2 ». Sinon, nous devrons ferons face à la marée de la politique de fermeture des populistes nationalistes.

## RECONSTRUIRE L'ESPACE PUBLIC EUROPÉEN

Pour éviter tout cela, le deuxième impératif est, au-delà de l'accueil des réfugiés, de réfléchir à leur intégration à long terme. En tant qu'Européens, nous avons le devoir moral et politique de sauver ceux qui se noient en Méditerranée en échappant à la guerre. Mais nous avons aussi l'obligation morale et politique de leur dire qui nous sommes, quel type de sociétés européennes ils rejoignent. Cela implique la séparation de la religion et de la politique (un État de droit, pas la *charia* !), la liberté d'expression (si vous avez un problème avec les caricatures de *Charlie Hebdo*, portez plainte, le journal a déjà été condamné des douzaines de fois à de lourdes amendes), l'égalité des hommes et des femmes (ce qui n'est pas une proposition évidente dans certaines des cultures d'origine des migrants). Depuis Auschwitz, la répudiation catégorique de l'antisémitisme fait aussi partie de « l'identité européenne », alors que les réfugiés viennent souvent de régions où la confusion entre l'antisionisme et l'antisémitisme est omniprésente. Les premiers à nous exhorter à faire cela sont les écrivains courageux du monde arabe, tels que Boualed Sensal<sup>3</sup>, Kamel Daoud<sup>4</sup> ou Abdelwahab Meddeb<sup>5</sup>, entre autres. Ils connaissent pas mal de choses sur le sujet et nous devrions écouter ces « voix non familières ».

En bref, la vague migratoire, l'effacement de la ligne de démarcation entre politiques intérieure et étrangère et le puissant défi populiste obligent les Européens à s'auto-définir. C'est une question trop sérieuse pour être laissée aux politiciens, comme Orbán ou Kaczynski, aussi bien que, par défaut, à Angela Merkel. Elle devrait faire l'objet d'un débat transeuropéen entre les intellectuels, les artistes et, plus largement, la société civile. Peut-être pourrions-nous ainsi, dans la mauvaise passe actuelle, contribuer à reconstruire quelque chose de l'espace public européen sans lequel ni l'intégration des immigrants ni le projet européen ne réussiront. ☺

<sup>3</sup> Boualem Sensal, 2084. *La fin du monde*, Gallimard, Paris 2015.  
<sup>4</sup> Kamel Daoud, « The Meursault Counter-Investigation », *Other Press*, New York 2015. L'auteur reprend le texte d'Albert Camus *L'étranger* en utilisant une voix indigène. Constructeur de ponts entre l'Algérie et la France, entre le monde arabe et l'Europe, Daoud est un franc opposant des Islamistes radicaux.  
<sup>5</sup> Abdelwahab Meddeb, écrivain et philosophe tunisien, est l'auteur entre autres de *La maladie de l'islam* (2002) et de *Contre-prêches.Chroniques* (2006).